

SEE / reçu le - 2 JUIL. 2018

DDTM du Nord Service Eau et Environnement 62 Boulevard de Belfort CS 90007 59042 LILLE CEDEX

Saint-Laurent-Blangy, le 29 juin 2018

Siège Social

140 boulevard de la Liberté CS 71177 59013 Lille cedex Tél. : 03 20 88 67 00 Email : ch.agri-region@agriculture-npdc.fr

Antenne Arras

56 avenue Roger Salengro BP 80039 62051 Saint Laurent Blangy cedex Tél. : 03 21 60 57 57 Email : ch.agri-arras@agriculture-npdc.fr

Antenne Lille

140 boulevard de la Liberté CS 71177 59013 Lille cedex Tél. : 03 20 88 67 00 Email : ch.agri-lille@agriculture-npdc.fr Madame, Monsieur,

Veuillez trouver sous ce pli en 3 exemplaires, les documents relatifs à la constitution du dossier de déclaration pour la réalisation d'un forage pour

L'EARL LEMOINE 58 Rue de Trescault 59231 GOUZEAUCOURT

Vous remerciant à l'avance de l'attention que vous voudrez bien accorder à cette demande,

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Chambre d'Agriculture,

Nathalie TOUPET

Unité PE / reçu le
-2 JUIL. 2018
N° + RL

Contact: Nathalie TOUPET

Antenne Arras – Tél.: 03 21 60 57 56 nathalie.toupet@agriculture-npdc.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Etablissement public loi du 31/01/1924 Siret 130 013 543 00017 APE 9411Z www.agriculture-npdc.fr



PRÉFET DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION DONNANT ACCORD POUR COMMENCEMENT DES TRAVAUX CONCERNANT LA CREATION D'UN FORAGE AU LIEU-DIT FOSSE BELAIRE PARCELLE ZO62 COMMUNE DE GOUZEAUCOURT

DOSSIER N° 59-2018-00097
LE PRÉFET DE RÉGION HAUTS-DE-FRANCE
Le préfet du NORD
Commandeur de l'Ordre national du mérite
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 02 juillet 2018, présenté par l'EARL LEMOINE représenté par Monsieur LEMOINE Sébastien, enregistré sous le n° 59-2018-00097 et relatif à : LA CREATION D'UN FORAGE SUR LA COMMUNE DE GOUZEAUCOURT AU LIEU DIT FOSSE BELAIRE PARCELLE Z062;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

EARL LEMOINE 58 RUE DE TRESCAULT 59231 GOUZEAUCOURT

concernant:

LA CREATION D'UN FORAGE AU LIEU-DIT FOSSE BELAIRE parcelle ZO62

dont la réalisation est prévue dans la commune de GOUZEAUCOURT.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de 1 prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau. (D)	Déclaration	Arrêté du 11 septembre 2003

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé.

Le déclarant peut débuter son opération dès réception du présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration.

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de GOUZEAUCOURT où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ; 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le

1 1 JUIL 2018

La Responsable du Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

PJ : liste des arrêtés de prescriptions générales

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit_d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier.



PRÉFET DU NORD

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

969/PE

Monsieur.

EARL LEMOINE Monsieur LEMOINE Sébastien 58, rue de Trescault

59231 GOUZEAUCOURT

Lille, le 1 1 JUIL. 2018

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement enregistré sous le numéro 59-2018-00097 et concernant :

« la création d'un forage au lieu-dit Fosse Bélaire parcelle ZO62 sur la commune de Gouzeaucourt »

je vous prie de trouver ci-joint le récépissé de déclaration qui vous donne l'accord pour le démarrage des travaux.

Cet accord est basé sur le dossier reçu le 02 juillet 2018.

L'Unité Police de l'Eau devra être averti **préalablement** de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages. Vous voudrez donc bien nous communiquer ces dates sur la base du modèle joint.

Je vous rappelle que seule la rubrique 1.1.1.0 est autorisée et que l'exploitation de ce forage, si la ressource le permet, devra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier « loi sur l'eau » au titre de la rubrique 1.1.2.0.

Vous trouverez également l'arrêté de prescriptions générales qu'il vous appartient de respecter compte tenu des rubriques concernées par votre opération.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de GOUZEAUCOURT pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ; 2° Par le demandeur, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

.../...

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...). Elle ne vous autorise pas non plus à intervenir sur le patrimoine des personnes publiques ou privées sans leur autorisation.

L'Unité Police de l'Eau, en charge de l'instruction de votre dossier, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél : 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

La Responsable du Service Eau Environnement,

Isabelle DORESSE

Copie à la Délégation territoriale du Dousisis-Cambrésis

A ENVOYER IMPERATIVEMENT A L'UNITE POLICE DE L'EAU

EARL LEMOINE - Monsieur LEMOINE Sébastien

« création d'un forage sur la commune de Gouzeaucourt au lieu-dit Fosse Bélaire parcelle ZO62 »

Dossier 59-2018-00097

Le pétitionnaire ci-dessus dénommé déclare :

□ démarrer les travaux à la date du

□ l'achèvement des ouvrages à la date du

► DDTM du Nord – SEE – Unité Police de l'Eau 62, boulevard de Belfort CS 90007 59042 LILLE cédex



PRÉFET DU NORD

Direction départementale des territoires et de la mer

Service eau environnement

Unité police de l'eau

Monsieur le Maire de la Commune de Gouzeaucourt Avenue du Général de Gaulle

59231 GOUZEAUCOURT

1 1 JUIL. 2018 Lille, le

Monsieur le Maire.

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par Monsieur LEMOINE Sébastien, EARL LEMOINE, en date du 02 juillet 2018 concernant l'opération suivante « création d'un forage au lieu-dit Fosse Bélaire parcelle ZO62 sur la commune de Gouzeaucourt ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

L'Unité Police de l'Eau en charge de l'instruction de votre dossier, enregistré sous le n° 59-2018-00097, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél: 03 28 03 84 21).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

La Responsable du Service Eau Environnement.

Isabelle DORESSE

Copie à la Délégation territoriale du Douaisis-Cambrésis